



Direction de la citoyenneté  
Bureau des procédures environnementales  
Mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

## **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

### **ARRÊTÉ PREFECTORAL PORTANT DECONSIGNATION DE SOMME SOCIÉTÉ CARRIERES GENET RASORI EXPLOITATION DE CARRIÈRE À SAINT LUPERCE, COURVILLE-SUR-EURE ET FONTAINE-LA-GUYON n° ICPE 2674**

**LA PRÉFÈTE D'EURE ET LOIR  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 et L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 janvier 2006 à la Société CARRIERES GENET RASORI pour l'exploitation d'une carrière située aux lieux-dits "Les Lasses" à Saint-Luperce, "L'Ormeteau", "La Queue de Poêle", "Buisson Malabri", "Pièces de Masselin", "Grand bouleau" à Courville-sur-Eure, et "Les Caillettes" à Fontaine-la-Guyon, autorisée par l'arrêté préfectoral modifié du 9 janvier 2006 - concernant notamment la rubrique 2510 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 28 juillet 2017 mettant en demeure, dans un délai de 15 jours, la Société CARRIERES GENET RASORI de procéder à la finalisation du réaménagement de l'ensemble des terrains autorisés par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006, ainsi que dans un délai d'un mois de notifier la cessation d'activité de la carrière et de réaliser un dossier de cessation d'activité comprenant un plan des terrains d'emprise de l'installation et un mémoire de l'état du site ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 5 septembre 2017 portant consignation de sommes correspondant au montant des garanties financières prévu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2016 visant à la remise en état de la carrière ;

**Considérant** que l'exploitant a effectué les travaux suivants :

- finalisation des travaux de remise en état de l'ensemble des terrains autorisés par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006,
- notification de la cessation d'activité de la carrière par courrier reçu le 12 mars 2019 accompagnée d'un dossier de cessation d'activité comprenant un plan des terrains d'emprise de l'installation et un mémoire de l'état du site ;

**Considérant** que ces travaux permettent à l'exploitant de satisfaire aux termes de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2017 susvisé ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

## **ARRETE**

**Article 1** - La procédure de restitution des sommes consignées, en application de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2017, prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, est engagée en faveur de la Société CARRIERES GENET RASORI, dont le siège social est situé 38, rue du Général de Gaulle à Saint Georges sur Eure.

**Article 2** - Les sommes consignées peuvent être restituées à la société CARRIERES GENET RASORI en raison de l'exécution des mesures prescrites. Le montant devant être restitué s'élève à 263 380,45 euros.

### **Article 3 - Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

**Tout recours (excepté le télerecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.**

### **Article 4 - Notification-Publicité**

- Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- L'arrêté sera adressé à Monsieur le Directeur des finances publiques d'Eure-et-Loir.
- Copie en est adressée aux maires des communes de Saint-Lupercé, Fontaine-la-Guyon et Courville-sur-Eure, pour y être déposée aux archives des mairies et consultée ;
- L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.

### **Article 5 - Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Madame et Messieurs les Maires de Saint-Lupercé, Fontaine-la-Guyon et Courville-sur-Eure, Monsieur le Directeur Régional l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre- Val de Loire, Monsieur le Directeur des Finances Publiques d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 15 MAI 2019

La Préfète, Pour la Préfète,

Le Secrétaire Général



Régis ELBEZ